



Assemblée générale Conseil de sécurité

UN LIBRARY

APR 29 1983

UN/SA COLLECTION

Distr.
GENERALE

A/37/803
S/15730 ✓
26 avril 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-septième session
Point 37 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE
Trente-huitième année

Lettre datée du 25 avril 1983, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte d'une lettre datée du 5 avril 1983, qui vous est adressée par le représentant de l'Etat fédéré turc de Chypre, M. Nail Atalay.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la trente-septième session de l'Assemblée générale, au titre du point 37 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Ministre plénipotentiaire,

Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) Onur GÖKCE

ANNEXE

Lettre datée du 25 avril 1983, adressée au Secrétaire général
par M. Nail Atalay

Me référant à la lettre datée du 17 mars 1983 que vous a adressée le représentant de l'administration chypriote grecque et qui a été publiée subséquentement comme document de l'Organisation des Nations Unies (A/37/794-S/15648), j'ai l'honneur de protester contre le caractère inexact et mensonger de cette communication rédigée dans les termes les plus regrettables.

Seule l'hostilité implacable du représentant de l'administration chypriote grecque à l'égard des Chypriotes turcs peut l'avoir poussé à outrepasser aussi ouvertement les limites de l'étiquette diplomatique. Il devrait pourtant savoir que la calomnie ne peut jamais se substituer à une revendication légitime ni à un argument valide. Sans vouloir m'appesantir davantage sur ses invectives, je me dois de rectifier les informations fallacieuses qu'il prétend vous communiquer.

Un simple coup d'oeil sur l'histoire récente de Chypre suffit pour se convaincre que c'est aux auteurs des accusations de "brigandage", de "chauvinisme" et de "régime fantoche" que ces termes s'appliquent, à savoir les Grecs et les conspirateurs chypriotes grecs de Chypre. Il est impossible, même en fouillant longuement les archives, de trouver la moindre déclaration politique émanant d'un Chypriote turc qui soit comparable de si loin soit-il, par son agressivité et son chauvinisme, à la citation ci-après extraite d'un discours prononcé le 4 septembre 1962, à l'église de Panayia, par le champion du panhellénisme, feu l'archevêque Makarios lui-même :

"... Tant que cette petite collectivité qui fait partie de l'ethnie turque, et s'est comportée en ennemi implacable de l'hellénisme, ne sera pas expulsée, les héros de l'EOKA ne pourront pas considérer qu'ils ont accompli leur mission..."

A aucun moment de leur histoire, l'île de Chypre pas plus que les Chypriotes n'ont eu à souffrir du "panturquisme". La suite des événements qui se sont déroulés à Chypre nous font découvrir la vérité : le panhellénisme, que feu l'archevêque Makarios a si bien incarné dans ses paroles et dans ses gestes, a toujours été l'ennemi irréductible de Chypre et la cause première de toutes ses souffrances. Le représentant chypriote grec et ses chefs ne peuvent pas donner le change en rejetant la faute sur la communauté chypriote turque et ses dirigeants qui, résolus d'échapper à l'esclavage dans une Chypre hellénisée, ont défendu avec courage l'indépendance de Chypre et qui, au cours de leur résistance, ont été

victimes de toutes les formes possibles de discrimination raciale et ont enduré les souffrances intolérables aux mains des Grecs et des éléments armés chypriotes grecs sur les ordres de la Grèce, ont ravagé l'île pendant onze ans en vue de faire triompher l'Enosis.

Il est manifeste que les dirigeants chypriotes grecs ont toujours choisi de servir les intérêts d'une puissance étrangère et qu'ils continuent de le faire.

Les propos désobligeants et malveillants dirigés contre le Gouvernement de l'Etat fédéré turc de Kibris - entité de jure et de facto du Nord de Chypre, comme l'administration chypriote grecque l'est dans le Sud - sont la preuve que les Chypriotes grecs s'entêtent à considérer Chypre comme un fief de la Grèce, où ils peuvent régner en maîtres et priver, comme bon leur semble, les Chypriotes turcs de leur droit de vivre dans la dignité voire de leur droit de vivre.

Représentant de l'Etat fédéré turc de Kibris, je protège et sers totalement les intérêts de mon pays. Sur le plan constitutionnel, j'ai entièrement le droit d'agir en cette qualité, tandis que mon homologue, le représentant chypriote grec, n'est lui aucunement habilité à se prétendre être le "représentant permanent" de la "République de Chypre" et à représenter l'ensemble de la population de l'île. Il est, tout au plus, le représentant de la partie chypriote grecque d'un Etat bicommunautaire que ses dirigeants ont tenté d'helléniser aux dépens de l'existence, des droits inaliénables et du statut de communauté associé de la population turque de Chypre.

Quant à la tentative du représentant chypriote grec de déformer les faits concernant les maisons des Chypriotes maronites, je voudrais simplement appeler l'attention sur la teneur de ma lettre précédente, datée du 26 janvier 1983, dans laquelle je vous fais un compte rendu détaillé de la situation réelle. Il suffit de rappeler qu'il incombe de facto aux autorités compétentes de l'Etat fédéré de Kibris de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les biens abandonnés et les remettre en état, sans pour autant porter atteinte aux droits de leurs propriétaires. Dans ce cas précis, les maisons ont été réquisitionnées légalement pour usage public par les autorités de l'Etat fédéré turc de Kibris et les villageois maronites ont retiré des avantages économiques de la rénovation et de l'utilisation de ces maisons : ils ont d'ailleurs remercié publiquement les autorités de l'Etat fédéré turc de Kibris de l'intérêt qu'elles avaient manifesté à leur égard. Une fois de plus, ces événements prouvent, dans une large mesure, que les Chypriotes grecs préfèrent la propagande à la vérité.

Le fait que les Chypriotes grecs persistent à commémorer le 1er avril le début de la "lutte de libération nationale" montre également que les sentiments exprimés très succinctement par feu l'Archevêque Makarios dans l'extrait cité plus haut sont encore vivaces et que les dirigeants chypriotes grecs n'ont pas le moindre égard pour les droits constitutionnels, les aspirations et les sentiments de la communauté chypriote turque, ce qui est indispensable à l'indépendance et à la souveraineté de la République de Chypre.

La date historique du 1er avril 1955 n'est ni plus ni moins que le jour où le rêve panhelléniste de l'Enosis - l'union de Chypre avec la Grèce - a déclenché la vague de terrorisme brutal et déclaré de l'EOKA contre tous ceux qui prônaient l'indépendance de Chypre. Dès lors, la communauté chypriote grecque, principale victime de la campagne terroriste de l'EOKA, est tout à fait en droit d'attendre de la communauté chypriote grecque qu'elle s'associe à elle pour condamner cette campagne dont la seule raison d'être était d'empêcher l'indépendance de Chypre, ou de la détruire et non de la promouvoir.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la trente-septième session de l'Assemblée générale, au titre du point 37 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de l'Etat fédéré
turc de Kibris,

(Signé) Nail ATALAY
